

ni des agronomes ni des scientifiques...

Comparaison n'est pas raison

Entre 1960 et 2013, « la production de blé a été multipliée par trois, et celle de maïs par cinq. Ces hausses de production ont été favorisées par une progression de la sole et des rendements. Pour le blé, c'est toutefois quasi exclusivement la hausse des rendements qui a assuré l'augmentation de la production.

Les surfaces mondiales de blé, qui avaient nettement augmenté entre 1960 et 1980, passant de 202 à 240 millions d'hectares, ont en effet diminué ensuite. Malgré une légère inflexion à la hausse entre les campagnes 2007/2008 et 2009/2010 suite à la flambée des prix (les cours mondiaux du blé ont bondi de 65% entre 2006/2007 et 2007/2008), les surfaces se sont stabilisées depuis autour de 220 millions d'hectares». (Agreste conjoncture numéro 2014/229 de janvier 2014).

Se faisant davantage alarmiste, le Pr Abdelgurif appelle à la rescousse la situation catastrophique dans laquelle a été plongée la Syrie, dont il rappelle qu'elle «se distinguait dans la région par son autosuffisance alimentaire, au point d'exporter du blé. Début 2011, c'est l'effondrement de son secteur agricole, elle perd les 2/3 de sa production entre 2011 et 2014, et devient importatrice».

Il est évident que l'exemple syrien mérite d'être médité à plusieurs titres ! Toutefois, l'auteur fait l'impasse sur l'impact provoqué par un état de guerre total qui ne permet même pas aux agriculteurs de se rendre aux champs, dont une très grande partie est livrée à elle-même du fait des exodes des populations.

Curieusement, il exhume un ancien rapport de la Banque mondiale vieux de 15 ans qui «alerte la Syrie sur ses choix de produire du coton très gourmand en eau qui risquaient de remettre en cause sa sécurité». Là encore, l'auteur recourt à un procédé intellectuellement déloyal, car il omet d'informer le lecteur sur les véritables enjeux de l'eau dans cette région, oubliant au passage que les terres du Golan, les plus fertiles du coin, sont passées depuis 1967 sous occupation israélienne, privant ainsi la Syrie de ses terres les plus fertiles et les plus arrosées.

Il est pour le moins surprenant de recourir à ce procédé, car la comparaison avec la Syrie est totalement inappropriée du fait de l'état de guerre et de la subtilisation du Golan, il s'agit-là d'un scénario que personne ne peut prévoir et encore moins souhaiter pour son pays.

Un procès à charge

Venons-en à la situation de l'Égypte. Là encore, le professeur rappelle que «le même scénario se reproduit en Égypte. Les experts s'entendent à dire que quelle que soit sa politique agricole, elle ne peut pas nourrir 84 millions de personnes, avec seulement 4% de terres cultivables». Sans jamais mettre en doute ce diagnostic d'experts, comme s'il s'agissait de vérités irréfutables, l'auteur en profite pour faire le parallèle avec l'Algérie «... comment vaincre notre extrême pauvreté en Surface agricole utile (SAU) qui ne représente que 3% de la superficie totale

«L'Algérie est un pays semi-aride, qui ne peut résoudre la question de la production agricole sans la recherche. C'est bien grâce à la science que des pays aux conditions climatiques aussi difficiles que celles de l'Algérie atteignent une moyenne de production en lait de 13 000l/vache/an, alors que l'Algérie ne dépasse pas la moyenne de 3000l/vache/an».

du pays ? Puis, se voulant pédagogue, il recourt à l'arme absolue, celle d'en référer à l'agriculture française : «A titre indicatif, la France utilise 53% de sa surface au profit de l'agriculture, avec une hausse qui atteint les 75% dans certaines régions.» Bien sûr, les chiffres parlent d'eux-mêmes ! D'un côté, deux pays — L'Algérie et l'Égypte — n'ayant qu'entre 3 et 4% de SAU, et de l'autre, la France, l'une des plus grandes puissances agricoles du monde, qui utilise 53% de sa surface au profit de l'agriculture... comme si l'Algérie et l'Égypte avaient le choix de mobiliser plus de terres ! Cinglant, non ?

Le plaidoyer en devient non seulement implacable mais également imparable, ce qui permet aisément à son auteur d'énoncer un cinglant verdict que voici : «L'Algérie est un pays semi-aride, qui ne peut résoudre la question de la production agricole sans la recherche. C'est bien grâce à la science que des pays aux conditions climatiques aussi difficiles que celles de l'Algérie atteignent une moyenne de production en lait de 13 000l/vache/an, alors que l'Algérie ne dépasse pas la moyenne de 3 000l/vache/an». Ainsi donc, selon le professeur Abdelguerfi, si les vaches algériennes deviennent improductives, ça serait la faute à la non-science ?

Cet exemple est à lui tout seul un

concentré de ce qui s'apparente à un procès à charge. Son auteur parle de pays ayant les mêmes conditions climatiques que l'Algérie, mais dont les vaches seraient plus performantes. Ici, le climat n'est pas mis en cause, c'est l'évidence ; mais alors, où se situe le problème ? Pour celui qui martelait, parlant de l'INA d'El Harrach, en conclusion de son très long plaidoyer de «l'Ecole de la souveraineté alimentaire du pays (...), ce fleuron centenaire de l'Algérie, qui a formé les plus hauts cadres de la nation, des chercheurs de renommée internationale en Algérie et parmi la diaspora à l'étranger», il est tout

de même étonnant qu'avec autant de science, l'Algérie ne soit pas capable de faire produire à des vaches à haut potentiel laitier «HPL» les 13 000 l/an qu'elles produiraient si généreusement dans des pays voisins, pays que l'auteur ne cite pas !

Le temps de l'humilité

En deux mots, sans être expert, l'ancien berger sait un peu de quoi il en est en matière d'élevage. La même vache HPL, élevée dans son pays d'origine, recevant la même alimentation que sa cousine d'Algérie, ne donnera guère plus que les 3 000 l/an ! Là, il n'est question ni de climat, ni de pays à contraintes similaires, ni de science, ni d'école de la souveraineté alimentaire ! Une vache ne sort de sa mamelle que ce que sa bouche engloutit !

En conclusion, il faut en convenir, avec le professeur Abdelguerfi et le groupe d'enseignants de l'INA, qui s'inquiètent à juste titre de l'enterrement programmé de ce fleuron de l'enseignement supérieur agronomique. Oui, il est judicieux de poser «les bonnes questions dans ce secteur», mais il serait fallacieux de croire et/ou de faire croire qu'il suffit de «maîtriser la biologie, la génétique, l'économie, la modélisation, la prévision...» pour venir à bout de la dépendance alimentaire du pays !

A ce titre, comment ne pas poser la question de l'apport de l'INRAA et des instituts techniques de développement et d'enseignement ? Depuis 52 ans de souveraineté politique, avons-nous créé une seule variété indigène ? Même la semence de pomme de terre, qui ne relève pas d'une grande technologie, alors qu'une expertise nationale publique et privée a fait ses preuves, pourquoi avons-nous fait appel aux Coréens de Séoul dont ça n'est pas du tout la préoccupation centrale ni même périphérique ?

Posons la question, combien la Corée du Sud, l'un des plus redoutables dragons économiques du monde, cultive d'hectares de pommes de terre ? 10 000 ha ? ... 15 000 ha ? Sachant qu'en 2014, sa production s'élevait à 590 000 t en 2014. En quoi, et dans ce domaine précis, le savoir-faire sud-coréen est-il utile à l'Algérie ? Qu'en est-il du projet algéro-coréen de coopération pour produire la semence de pomme de terre dont l'inauguration remonte à 2010 ? Où en est le Centre international de recherche agricole qui permettra notamment d'augmenter la productivité des blés et orges, inauguré en décembre 2011 en présence de Son Excellence l'ambassadeur sud-coréen à Alger, M. Sung Joo Choi, par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, M. Rachid Benaïssa ?

Enfin, s'il est vrai que le pays a grandement besoin de remettre en activité son ancien appareil de formation agricole et agronomique, n'est-il pas venu le temps de retrouver également l'humilité et surtout l'objectivité afin de mettre le pays sur la voie de la sécurité alimentaire, pas celle des laboratoires fantômes ni des instituts techniques moribonds, encore moins d'un INRAA budgétivore qui est hélas à mille lieux de ses balbutiements premiers.

A ce titre, rien n'empêche «l'école de la souveraineté alimentaire du pays» de reprendre son rôle de chef de file de l'immense chantier qui attend l'Algérie. Un pays dont les seuls escadrons de la sécurité alimentaire se recrutent chez des fellahs sans terre et chez des opérateurs totalement insouciantes des risques qu'ils font courir à nos ressources naturelles que sont la terre et l'eau.

A. M.

* Ancien directeur de l'INFSA (ex-ITA) de Mostaganem. Enseignant à l'université de Mostaganem.

Publicité

AVIS DE CONDOLÉANCES

Le Président-directeur général de l'Entreprise nationale de communication, d'édition et de publicité «Anep/SPA», les cadres et l'ensemble du personnel, profondément touchés par le décès de la grand-mère maternelle de leur collègue

M^{lle} Aït Hatrit Sabrina

présentent à cette dernière ainsi qu'à sa famille leurs condoléances les plus attristées et l'assurent en cette pénible circonstance de leur profonde compassion.

«Puisse Dieu le Tout-Puissant accorder à la défunte Sa Sainte Miséricorde et l'accueillir en Son Vaste Paradis.

A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.